



Le gouvernement perd son sang froid

Bousculés par la mobilisation massive des salariés contre leur réforme des retraites, le Président de la République et le Gouvernement se murent dans une posture de déni et dérivent vers une politique de répression et de violences policières.

Ce matin, le Préfet de Seine et Marne a ordonné la réquisition des 169 salariés en grève à la raffinerie de Grandpuit. La CGT condamne cet acte juridiquement illégal et politiquement insensé. L'ordonnance détourne le contenu de la loi du 18 mars 2003 sur la sécurité intérieure, fortement encadrée par des décisions du Conseil constitutionnel et du Conseil d'Etat. L'arrêt de la production dans cette raffinerie ne porte en aucun cas atteinte à la sécurité ni à la santé publique. Il s'agit d'un interdit pur et simple du droit de grève garanti par la Constitution, en l'occurrence exercé au sein d'une entreprise privée dans un cadre démocratique et pacifique. La Confédération se joint à l'action juridique demandant l'invalidation de cette réquisition.

Dans de nombreuses villes, les forces de l'ordre ont reçu la consigne de brutaliser les manifestants. Le Gouvernement tente d'opérer un amalgame intolérable entre les manifestations et quelques actes de violence intervenus dans certaines villes.

Des militants sont poursuivis, arrêtés, placés en garde à vue, simplement pour avoir collé des affiches comme à Roanne ! Les CRS chargent des queues de manifestations, sans aucune raison, comme à Lorient.

La CGT appelle les salariés, les grévistes à la vigilance du fait de la présence de provocateurs dans les initiatives syndicales. Ils incitent à des actes violents susceptibles en retour d'alimenter la répression policière et le discrédit de la lutte.

La CGT dénonce également le « camouflage » sous des autocollants syndicaux, dont ceux de la CGT, de policiers dans les manifestations et rassemblements.

Le Président de la République et le Gouvernement sont confrontés à une mobilisation unitaire solide, déterminée et toujours soutenue par 69% de la population, selon une enquête d'opinion publiée ce matin. Ce serait une nouvelle erreur de leur part de croire que le débat puisse être détourné vers le thème de la sécurité alors que l'origine des tensions actuelles se trouve dans les injustices de la politique économique et sociale.

La CGT ne laissera pas dévoyer les revendications au cœur de la mobilisation actuelle.

Montreuil, le 22 octobre 2010